

NOUVELLES ÉCONOMIQUES

États-Unis : vers un nouveau *shutdown*?

Le Congrès américain et la Maison-Blanche se trouvent devant une nouvelle impasse. Comme aucun budget fédéral n'a été adopté pour l'exercice en cours, le gouvernement des États-Unis fonctionne à partir de mesures temporaires de financement. À la fin de 2016, l'administration Obama et le Congrès s'étaient entendus pour une mesure temporaire qui finançait les activités fédérales jusqu'au 28 avril. Si les différentes chambres du Congrès et l'administration Trump ne s'entendent pas d'ici la fin de la journée de vendredi, le gouvernement fédéral devra stopper une partie de ses activités dès samedi à minuit. Cette impasse n'a pas directement de lien avec le plafond de la dette. Celui-ci a atteint sa limite en mars dernier, mais des mesures temporaires permettent de fonctionner avec le niveau actuel de dette fédérale au moins jusqu'à la fin de l'été.

Le plus récent *shutdown* du gouvernement fédéral américain, le premier en 17 ans, a eu lieu entre le 1^{er} octobre et le 16 octobre 2013. L'exercice budgétaire 2014 qui débutait le 1^{er} octobre s'était amorcé sans résolution de financement alors que la majorité républicaine du Congrès cherchait à empêcher la mise en place de la réforme de la santé du président Barack Obama. 40 % des employés civils fédéraux ont été temporairement mis à pied et 6,6 millions d'heures travaillées ont été directement perdues. Grâce à une période de sondage qui se terminait après la fin du *shutdown*, les principales statistiques d'emploi n'avaient toutefois pas affiché de grandes variations. Selon les comptes nationaux, les dépenses réelles non militaires du gouvernement fédéral avaient chuté de 8,0 % à rythme annualisé au quatrième trimestre de 2013, et ce, malgré que le *shutdown* n'a duré que deux semaines et demie. Ces mêmes dépenses ont cependant rebondi de 8,2 % au premier trimestre de 2014. Les indices de confiance des consommateurs se sont aussi temporairement détériorés lors du *shutdown* de 2013. Du côté des marchés financiers, le S&P 500 avait diminué d'un peu plus de 4 % entre la mi-septembre et la mi-octobre. Le dollar américain s'était aussi déprécié d'environ 4 %. Toutefois, les circonstances d'alors étaient différentes alors que la Réserve fédérale était encore en mode d'assouplissement quantitatif. Le fait que le plafond de la dette faisait intégralement partie du débat en 2013 constituait également un enjeu différent et plus crucial pour les marchés.

Il y aura-t-il vraiment un *shutdown* en 2017? Tout dépend des positions de négociations des républicains, des démocrates et de l'administration Trump. Il peut sembler étonnant qu'une telle situation arrive alors que le parti républicain contrôle les deux chambres du Congrès ainsi que la Maison-Blanche. Si les républicains votent tous en bloc (ce qui est loin d'être assuré), il faut tout de même qu'au moins huit sénateurs démocrates se joignent à eux pour s'assurer du passage d'une résolution de financement budgétaire au Sénat. Pour le moment, les républicains demandent, entre autres, une augmentation des dépenses militaires et de celles liées à la sécurité intérieure. Du côté démocrate, on veut s'assurer que les programmes liés à l'*Obamacare* continuent d'être financés. Le président Donald Trump semble avoir mis de côté son exigence de financer immédiatement la construction du mur frontalier entre les États-Unis et le Mexique.

IMPLICATIONS

Les conséquences économiques et financières d'un *shutdown* dépendent de la durée de l'impasse. Même si celle-ci est longue, les effets négatifs sur la croissance devraient tout de même rapidement se résorber une fois une solution trouvée. Pour le moment, on peut encore croire qu'une entente de dernière minute sera conclue. Elle risque cependant d'être temporaire et le débat pourrait bien se déplacer à l'automne où la question du plafond de la dette deviendra également plus pressante. À tout cela, il faudra inclure dans les futures négociations les baisses d'impôts promises (et en partie dévoilées aujourd'hui) par l'administration Trump, le financement du mur frontalier, l'abrogation et le remplacement de l'*Obamacare* ainsi qu'un éventuel programme d'infrastructures.

Francis Généreux, économiste principal

François Dupuis, vice-président et économiste en chef • Mathieu D'Anjou, économiste principal
Benoit P. Durocher, économiste principal • Francis Généreux, économiste principal • Jimmy Jean, économiste principal • Hendrix Vachon, économiste senior
Desjardins, Études économiques : 514-281-2336 ou 1 866-866-7000, poste 5552336 • desjardins.economie@desjardins.com • desjardins.com/economie

NOTE AUX LECTEURS: Pour respecter l'usage recommandé par l'Office québécois de la langue française, nous employons dans les textes et les tableaux les symboles k, M et G pour désigner respectivement les milliers, les millions et les milliards. MISE EN GARDE: Ce document s'appuie sur des informations publiques, obtenues de sources jugées fiables. Le Mouvement des caisses Desjardins ne garantit d'aucune manière que ces informations sont exactes ou complètes. Ce document est communiqué à titre informatif uniquement et ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente. En aucun cas, il ne peut être considéré comme un engagement du Mouvement des caisses Desjardins et celui-ci n'est pas responsable des conséquences d'une quelconque décision prise à partir des renseignements contenus dans le présent document. Les prix et les taux présentés sont indicatifs seulement parce qu'ils peuvent varier en tout temps, en fonction des conditions de marchés. Les rendements passés ne garantissent pas les performances futures, et les Études économiques du Mouvement des caisses Desjardins n'assument aucune prestation de conseil en matière d'investissement. Les opinions et les prévisions figurant dans le document sont, sauf indication contraire, celles des auteurs et ne représentent pas la position officielle du Mouvement des caisses Desjardins. Copyright © 2017, Mouvement des caisses Desjardins. Tous droits réservés.